

MONOPOLY DANS L'ÉNERGIE : STOP OU ENCORE ?

EDF démantelée, Engie vendue à la découpe... la FNME y oppose son Programme Progressiste de l'Énergie avec la perspective de les re-nationaliser.

Face à la crise sanitaire et économique, nombre d'entreprises sont sous perfusion mais cela n'empêche pas les grandes manœuvres capitalistiques de se poursuivre dans le secteur de l'énergie où cessions/acquisitions sont légion.

Engie demain = Gaz de France d'hier + le renouvelable ?



À Engie, la financiarisation, toujours plus prégnante, se traduit par une vente à la découpe du groupe : l'eau propre, les services énergétiques et thermiques, Endel (spécialiste métallurgie dans le nucléaire). Des négociations sont aussi en cours avec le gouvernement belge pour vendre Electrabel et éviter de payer les coûts de déconstruction des centrales nucléaires. Fonds de pension, Total et d'autres sont

sur les rangs pour acheter les morceaux de choix de ces activités. Ne resterait finalement que l'activité de Gaz de France (Commerce gaz/électricité...) et sa partie réseau et infrastructures, ainsi que les renouvelables (EnR) : c'est-à-dire les activités les plus profitables, pour la plus grande joie des actionnaires, mais au grand désespoir des dizaines de milliers de salariés licenciés.

Ce retour à l'activité historique de GDF complétée d'EnR ne serait pourtant pas un retour vers le passé, car ce New GDF serait très affaibli par tous les abandons : achat/vente de GNL (Gaz Naturel Liquéfié) sur les marchés spot cédé à Total, filialisation des activités de transport (GRT Gaz) et de distribution (GrDF)... ce qui n'augurerait rien de bon pour l'avenir du Groupe, d'autant plus que ce qui semble être aujourd'hui également dans les cartons est la cession de nombreuses activités de services développées ces dernières années dans le groupe. L'impact assez immédiat

de ces cessions serait inévitablement des réorganisations, ajustements et suppressions d'activités au siège et dans les fonctions support, services achats, paye, R&D.

Cette stratégie financière qui vend à tout va, conduit à afficher de bons résultats virtuels et à faire remonter le cours de l'action ; une belle aubaine pour l'État qui cherche depuis longtemps à vendre ses participations dans Engie (aujourd'hui 24 %) ! Pourtant c'est au détriment d'une stratégie industrielle qui devrait avoir pour seul objectif la gestion de l'énergie sous l'angle du bien commun et du service public. Mais la politique industrielle n'est, hélas, ni la préoccupation du Groupe, ni celle de l'État... Il suffit pour cela d'observer les revirements incessants, à 180°, au gré des successions de dirigeants.

Ainsi, sous l'ère Mestrallet Engie achetait et revendait à tour de bras. Sous l'ère Kocher, c'était « Tout pour les EnR et les Services », à marche forcée, au détriment du gaz naturel... mais pas trop quand même car cette énergie fossile constitue une bonne rente. Aujourd'hui, retour à la case départ avec Clamadieu... ce qui ne fera qu'affaiblir le Groupe.

Le problème majeur de ces dirigeants et de l'État est de ne penser la stratégie qu'en termes de critères financiers, sans vision industrielle : il n'y a donc aucune perspective d'avenir durable.

Le problème : ne penser la stratégie qu'en termes de critères financiers sans vision industrielle

EDF demain = un émiettement multicolore ?

La nouvelle version du projet Hercule de démantèlement d'EDF vise maintenant à scinder EDF en trois : le nucléaire (public) d'un côté, l'hydraulique en quasi régie



d'un autre, et enfin tout le reste encore plus privatisé qu'aujourd'hui, avec une part majoritaire de l'État (*au moins dans un premier temps*). Les discussions se déroulent dans la plus grande opacité entre la Commission Européenne et le gouvernement français avec la direction d'EDF en appui. Mais « les fuites » nous conduisent à craindre le pire : une holding purement financière !

Voilà de quoi inquiéter les salariés, pas du tout convaincus par le ton faussement rassurant de la communication du PDG à destination de ses managers : « DORMEZ TRANQUILLE ON S'OCCUPE DE L'AVENIR (*financier*) DU GROUPE ». Personne n'est dupe : l'intégrité de l'entreprise, essentielle à son avenir, serait impossible. La nouvelle notion de « groupe intégré », mise en avant par le PDG, ne serait qu'une holding intégrant des comptes. Les différentes entités seraient indépendantes les unes des autres sans aucune interaction entre elles. Elles pourraient même se faire concurrence et deviendraient cessibles du jour au lendemain : nous sommes bien loin du modèle d'entreprise intégrée qui a fait le succès d'EDF depuis presque trois quarts de siècle. C'est pourtant ce modèle qui maintient un service public de qualité lors d'une pandémie ou après des tempêtes. Quid demain ?

Tout ça pour quelques milliards d'euros à court terme !

Au travers d'une sorte de troc et en cassant le modèle EDF, l'État veut donner des gages de libéralisme à Bruxelles (Edf est encore détenu à 85 % par l'État et la Caisse des Dépôts et Consignations). En retour, l'État et EDF espèrent une hypothétique réévaluation du prix de l'électricité nucléaire bradée 42 € à ses concurrents depuis une dizaine d'années (ARENH). Ainsi, EDF retrouverait les moyens financiers de mener à bien la transition énergétique inscrite dans la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), qui vise moins d'énergie pilotables (nucléaire, thermique) et plus d'énergies intermittentes (solaire et éolien)... La construction et l'intégration au réseau de ces EnR nécessitent des investissements importants. Et pour inciter les industriels à investir, l'État leur garantit des conditions très profitables : des prix garantis, stables et bien supérieurs aux prix de marché. Raison pour laquelle tous (EDF, Engie, Total, Iberdrola...) se précipitent sur cet Eldorado. Ils vendent des activités historiques pour récupérer quelques Md € et investissent (sous couvert de greenwashing) dans les EnR non pilotables.

Rappelons que l'hydraulique est la première des EnR et qu'elle est pilotable, et que c'est la PPE qui a fermé Fessenheim et demain les centrales charbon... des moyens de productions pilotables qui nous feront défaut dès cet hiver.

Retour sur EDF/RTE, l'Allemagne

En dehors du statut des IEG et de la CCAS, que reste-t-il de commun entre EDF et RTE (filiale à 50,1 % d'EDF) ? RTE vit sa vie indépendamment d'EDF... pour « garantir la non-discrimination de l'accès au marché ». Tout ce

qui, par le passé était mutualisé, est aujourd'hui en double (achats, RH...) et c'est encore l'utilisateur qui paye cette désoptimisation !

Mais dans le capitalisme moderne, friand de ce qui est sûr et qui rapporte, un morceau d'une entreprise découpée peut valoir plus que l'ensemble. L'exemple de l'Allemagne est édifiant. On n'a conservé que les activités non exposées aux risques de marché : EnR, réseaux et fourniture. RWE a regroupé les activités « attractives » (EnR, réseaux, fourniture) dans sa filiale Innogy, en conservant la majorité du capital. Paradoxe : lors de la mise en Bourse de cette filiale (contrôlée par la société mère), la valeur d'Innogy était le double de celle de RWE !

C'est ce schéma que visent le gouvernement, Engie et EDF : isoler ce qui rapporte, avec des revenus récurrents et garantis, de tout ce qui est soumis au marché ou qui comporte des risques. Car les réseaux sont des sortes de péages qui voient plus ou moins toujours le même trafic d'une année sur l'autre. Et solaire et éolien bénéficient d'un tarif de rachat garanti, quel que soit le besoin... d'où des prix négatifs quand la production est supérieure à la consommation.

Cette gouvernance des entreprises, obsédée par la logique financière, est en totale contradiction avec leur raison d'être.

Le schéma du gouvernement, Engie et EDF : isoler ce qui rapporte

Ouvrir d'autres perspectives avec le PPE !



Face à cette PPE gouvernementale, imposée, coûteuse, périlleuse, dénuée de sens, contraire à l'intérêt général, la FNME CGT oppose son PROGRAMME PROGRESSISTE DE L'ÉNERGIE centré sur la réponse aux besoins des populations. Car électricité et gaz sont des biens de première nécessité. Ils ne doivent pas être livrés aux

intérêts privés, sinon la précarité s'aggraverait encore. Pour aboutir à des énergies accessibles, il est impératif de les sortir du marché pour en contrôler les prix. Le PPE fait donc une large place au social, au service public. Il prône la diminution des taxes avec un droit à l'énergie des usagers fondé sur des tarifs réglementés, sur la péréquation. Il n'oublie pas les salariés en leur proposant des emplois durables, en ré-internalisant nombre d'emplois aujourd'hui sous-traités, à l'intérieur de différents EPIC avec la perspective de les nationaliser à terme.

Cette vision du futur de l'énergie, portée par la CGT, est soumise à débat auprès des salariés, de la population, des élus.

Prenez-y toute votre place.